

LA PAUSE ACTU

**COMPTA**



# **TVA sur les véhicules de société**

Que change la nouvelle  
réglementation 2025 ?



# L'évolution réglementaire de 2025

Depuis le 30/04/2025, la **TVA sur les véhicules de société mis à disposition de vos salariés** devient, sous conditions, **récupérable**.

*Cette évolution de la réglementation vise à harmoniser le droit français avec le droit européen et clarifier les règles pour les entreprises.*



Ce changement a des effets directs sur **vos coûts, les avantages de vos salariés et vos droits à déduction**.

**Voici l'essentiel pour appliquer cette nouvelle réglementation et sécuriser vos pratiques**



# Qu'est-ce qui change concrètement en 2025 ?

## Avant :

la TVA sur les véhicules de tourisme n'était **pas déductible**, même en cas d'usage professionnel (sauf quelques exceptions : taxis, auto-écoles...)

## Depuis le 30/04/2025 :

**la récupération de TVA devient possible**, y compris en cas d'usage mixte (usage professionnel et privé), si le salarié verse **une contrepartie identifiable** :

- La mise à disposition du véhicule est alors considérée comme **une prestation de services soumise à TVA** ;
- En retour, l'entreprise peut **déduire la TVA** sur l'achat, la location, l'entretien et le carburant.

# La contrepartie : qu'est-ce que c'est ?

Le changement clé dans la réglementation tient à **l'existence ou non d'une contrepartie identifiable versée par le salarié**, directement ou indirectement, pour l'usage du véhicule de fonction.

## Exemples de contreparties identifiables :

- Une **retenue sur le salaire** net ou brut du salarié ;
- Une **renonciation à un avantage en nature** ;
- Une **diminution volontaire de la rémunération** ;
- Un **mécanisme de points convertible** ou système équivalent.
- La simple **comptabilisation d'un avantage en nature**, valorisé sur le bulletin de paie et soumis aux charges sociales et à l'impôt (même en l'absence de retenue sur salaire).



# Avec contrepartie identifiable : que doit faire l'entreprise ?

**Si une contrepartie existe, l'entreprise doit :**



- **Facturer la TVA** sur 100 % du montant versé par le salarié, sans prorata entre l'usage professionnel et personnel.



- **Déduire la TVA** payée sur les dépenses du véhicule (achat, location, carburant, entretien).



- **Formaliser le dispositif** : un avenant au contrat, l'information du salarié et la traçabilité des flux sont indispensables.

# Et sans contrepartie identifiable, que se passe-t-il ?

## Si le salarié ne verse aucune contrepartie :

- La mise à disposition **n'est pas soumise à TVA**.
- Les dépenses liées au véhicule restent **non déductibles**.

Attention : si la TVA a été **récupérée à l'achat du véhicule**, mais que vous laissez le salarié l'utiliser sans contrepartie, l'entreprise doit soumettre **la part d'usage privé à la TVA**.

→ **C'est la «livraison à soi-même» (LASM)** : l'entreprise s'auto-facture cet usage et reverse la TVA.



# Quels sont les impacts pour l'entreprise ?

Cette réforme ouvre de nouveaux droits mais impose aussi de nouvelles obligations.

## NOUVEAUX DROITS

- **Récupération de la TVA** sur l'achat, la location, le carburant et l'entretien du véhicule ;
- **Possibilité de régularisation rétroactive** pour 2023, 2024 et 2025, via une réclamation contentieuse.



**Attention :** l'échéance pour 2023 est le 31/12/2025.

## NOUVELLES OBLIGATIONS

- **Collecter la TVA** sur la contrepartie.
- **Mettre à jour** les contrats et politiques internes.



# Et pour le salarié, qu'est-ce que ça change ?

L'avantage en nature demeure, mais son traitement évolue. L'application de la TVA sur la contrepartie peut augmenter la valorisation de l'avantage.

## Cela a deux conséquences directes :

- **Impact sur le net à payer** : la retenue sur salaire peut être plus élevée, ce qui peut diminuer le net versé ;
- **Impact fiscal et social** : les bases de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu augmentent.





# Prêt à passer à l'action ?

**Pour appliquer sereinement cette réforme, trois actions sont à mener :**

**1**

**Faites le point sur vos pratiques** : identifiez les véhicules concernés et l'existence de contreparties.

**2**

**Évaluez l'impact de la TVA** : calculez la TVA à collecter et à déduire, et étudiez l'intérêt d'une réclamation.

**3**

**Informez et accompagnez vos salariés** sur les changements.

**Votre expert-comptable ou avocat fiscaliste peut vous accompagner pour appliquer sereinement la nouvelle réglementation et sécuriser vos démarches auprès de l'administration fiscale.**

# Pour en savoir plus...

Vous souhaitez en savoir plus sur l'évolution de la **TVA sur les véhicules de société** en 2025 ?

Découvrez notre article sur :

**[implid.com](https://implid.com)**

**imp/id**